

La maire de Nantes refuse d'évacuer un camp de migrants

Par Emmanuelle Lucas, le 15/7/2018 à 05h12

La préfecture a laissé à la ville un délai qui expire lundi 16 juillet afin d'évacuer 200 migrants installés dans un square du centre. Faute d'une action de la mairie, la préfète pourra alors faire procéder elle-même à l'évacuation.



« Quoi qu'il arrive, Nantes restera force de proposition afin de trouver une solution d'accueil digne et humaine pour les migrants. Mais il est certain que face à un problème aussi complexe, la ville seule ne peut rien. Nous avons besoin du soutien de l'État », explique Johanna Rolland, la maire de la ville.

Depuis une semaine, l'élue est engagée dans un « *dialogue* » avec la préfecture sur le sort de 200 migrants qui ont trouvé refuge dans un parc de la ville. Ces réfugiés ont en effet pris place dans le square Jean-Baptiste-Daviais situé en plein centre-ville de Nantes, entre la place du Commerce et l'Hôtel-Dieu. Au fil du temps, les conditions sanitaires de cet accueil de fortune se sont dégradées. Les bénévoles associatifs et le personnel municipal chargé de l'entretien des lieux ont signalé la présence de rats et de gale notamment.

Les sages consacrent le principe de fraternité

Face à cette insalubrité, la maire a donc alerté la préfecture dans une lettre ouverte cosignée par des associations et le délégué épiscopal à la solidarité du diocèse notamment. L'hébergement d'urgence est en effet une compétence de l'État, représenté par la préfète. « *Les signataires de cet appel vous demandent de manière urgente d'organiser une rencontre pour réfléchir ensemble aux solutions à apporter face à une situation qui empire de jour en jour, avant qu'elle ne devienne une crise sanitaire grave* », ont écrit les pétitionnaires.

Distributions alimentaires

Pourtant, la préfète demande que les lieux soient au préalable vidés de leurs occupants et a donc mis en demeure la ville de procéder à leur évacuation. Une solution formellement rejetée par la maire le 14 juillet, soutenue en cela par le tissu associatif local, très fortement impliqué. Le même jour, la maire a aussi annoncé que, dès lundi 16 juillet, des distributions alimentaires seraient organisées à distance du camp de fortune, afin d'améliorer le sort des réfugiés. Les repas seront financés par la mairie et distribués par les associations.

« Un travail de longue haleine »

« *Tout le monde sait bien qu'il n'existe pas de réponse simple à cette question des migrants et que seul un travail de longue haleine sera efficace*, justifie Johanna Rolland.

Jusqu'à présent, nous avons fait beaucoup, en allant largement au-delà de nos obligations en la matière. Le Centre communal d'action sociale a ainsi voté une enveloppe de 600 000 € afin de financer des kits d'hygiène et des tickets de transports, conformément à nos compétences. Mais nous avons aussi, sur ce budget, financé des solutions d'hébergement d'urgence. Quelques centaines de migrants ont ainsi pu être accueillis dans des locaux publics vacants. L'État doit prendre le relais et nous sommes prêts à proposer des solutions. »

« L'accueil des migrants n'est pas une option, c'est une nécessité »

Emmanuelle Lucas